

RMP 1530/V.H.

KUANDA - RUANDI

Service Pénitentiaire

Prison de *Kigali*

RE-12200

RE-5387

Nom : *KAROMBA*

Origine : *Gasiza*

Chefferie : *Gakumba*

Territoire : *Rutshuru*

Profession : *Chauffeur*

N° du R.E. : *7085 12200*

Formule dactyloscopique :

Arrêté le : *1 juin 1957*

Condamné le : *23-11-57 à*

*24 mois et 15 jours de prison
50% am. au 5^e p. 5 ans
75% p. au 7^e p. 7 ans
200% d. i. au 4^e mois c. p.*

1/4 de peine : *(80 8 - 57) après fug!*

Sorti le : *17-4-59 / 16-4-52 / 22-8-57*

Transféré le : *22/6/57*

Rapatrié le :

Expulsé le :

Décédé le :



LE GARDIEN.

[Signature]

Billet d'élargissement.

Le nommé KAROMBA alias Lavie
fils de Kamuna (ev), et de Bahyakura (+)
Chefferie Gahembe, sous-chefferie Rugemuko
colline Gaziza, race mukutu des Shalega
territoire de Buto Butshuru
condamné par le Tribunal de Résidence à Kigali
en date du 23-11-51
a été élargi après avoir subi sa peine de servitude pénale de 10 mois et 15 jours
de servitude pénale subsidiaire de —
a (ou le) contrainte — par corps de

Ruhengeri le 11 Avril 1952

Le Gardien de Prison,

P.O. Uwah
2

161/pris/I.V -- Transmis en annexe à Monsieur le Gardien de Prison
à Ruhengeri, l'avis de paiement d'amende et frais
et D.I. par le nommé KAROMBA, détenu, transféré
de la prison de Kigali à celle de Ruhengeri en date
du 5 février 1952.

Le Gardien de Prison,
Ign. Vanstaen.





*666/17
Just 49.
recu le 6/3/52*

Ng.E.

à Rubungu
depuis le 5-2-52

A Monsieur le Gardien de
la Prison Centrale

à KIGALI.-

Le nommé : KARONDA

Aff. R.M.P. n° 1830/14 R.P. n° 498 R.F.A. n°

a payé le 18.2.1952

Amende : 50/

Frais de procès : 75/

Dommages et Intérêts : 2000/

Kigali, le 27.2.1954

LE SECRETAIRE DU CAHNET,
V. ROUAND.-

[Signature]

TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI

R. Ecou n° 12200

R. M. P. N° 1530/VH

Libération conditionnelle

(Ordonnance n° 1, du 14 avril 1924).

Bulletin de renseignement du nommé (1) KAROMBA, congolais de race de Murega, fils de Kanuma le 1^{er} et de Bafsa Kevera (+), originaire de la colline de Garsiza, chef Gatembé, territoire de Rutshuru Congo/Belge chauffeur

Tribunal ou conseil de guerre qui a prononcé la sentence

T. R. R.

Date du jugement

23. 11. 57

Motifs de la condamnation

- 1/ Transport passager clandestin
- 2/ Titres dangereux pour le public au génant la circulation
- 3/ Homicide involontaire

Durée de la servitude pénale principale

Dix mois

Date de l'entrée détention
(Détention préventive ou exécution du jugement)

1. 6. 5

Décision de la juridiction d'appel

Date du jugement d'appel

Epoque à laquelle le condamné peut bénéficier de la libération conditionnelle (2)

(20-8-57) après fugt

Date d'expiration de la peine

11. 4. 52

Résumé des circonstances de l'infraction.- Appréciation de sa gravité et renseignements du parquet concernant les antécédents du condamné, sa moralité, sa situation, ses moyens d'existence, sa relation avec sa famille, ses ressources, etc....

Avis en ce qui concerne la libération conditionnelle.

- 1) avant, le 29 mai 1951, à Nyamunguha, chefferie Kinyi, Kinyi, Ruanda, sur la route Kinyi. K. Belg., en conduisant le camion RU 1956 pour compte de la Soc. Shuen, fut en charge le passager Kinyi, sans l'autorisation préalable écrite de son maître.
- 2) Mais dans les mêmes circonstances de temps et de lieu conduisant le camion RU-1956 à une vitesse dangereuse pour le public et gênant pour la circulation.
- 3) Mais, d. les mêmes circonstances de temps et de lieu, par sa faute de prudence ou de précaution, notamment par l'oubli grave à la tête. Action sur la police de Kinyi, mais sans intention d'atteindre la personne d'autrui, involontairement causant la mort de l'indigène.

L'Officier du Ministère Public,

K. Kinyi

Ditavante.

3-12-57

ORP Mory

1. Nom, prénoms, profession, lieu de naissance, sexe.
2. Quand il a subi le quart de sa peine, si le quart dépasse trois mois.- Après trois mois dans les cas contraire.- Après cinq ans, si la peine est perpétuelle.

Observations du gardien de la prison sur :

15. Feb. 30/11/17
[Signature]

1° La conduite.

calme

2° Le caractère.

de plaisir

3° Les dispositions morales du détenu.

*de l'âme
(am. et fr. non payé)*

Renseignements divers à fournir par l'autorité administrative et judiciaire :

Arrêté défavorable - 6/12/51 - R. A. A. L. T. V. Kautner

Renseignements complémentaires à donner par le Conseiller Juridique :

A ne pas représenter
13-12-51

Le Vice-Gouverneur Général
du Congo Belge.

Gouverneur du Ruanda-Urundi

P. O.

Le Conseiller Juridique a.i.,

J. BARBIER.

[Signature]

Résidence du Ruanda
Prison de Kigali

12200
N° _____ R. E./ 7085
R. M. P. N° _____ 1530/V. H.

FICHE DU DÉTENU : KARONBO

Originaire de la chefferie Gakumba

Territoire Rutshuru

Résidence ou district C. Belge

Condamné le 23 novembre, par T. R. R.

à dix mois de S.P.P.

trans. passager clandestin
du chef de bande volontaire

Renseignements divers :

(moralité—amendement—situation familiale)

2 femmes 3 enfants

Tournez s'il vous plaît,

Viant

REQUISITION

à fin

D'EMPRISONNEMENT

pour la servitude pénale subsidiaire
et la contrainte par corps,

Tribunal de RESIDENCE DU RUANDA,

~~Conseil de guerre~~

24M 1950/VN

R-E- 12200

L'Officier du Ministère public près le

Tribunal de Résidence du Ruanda, à Kigali

~~Conseil de guerre~~

En vertu des articles 142 et suivants du décret du 11 juillet 1923 :

Requiert le gardien de la prison de Kigali

de maintenir en détention (ou d'incarcérer) le nommé KAROMBA; congolais de race murega, fils de Kanuma(ev) et de Bapfakurera(dcd) originaire de la colline Gasiza, chefferie Gahembe, territoire de Rutshuru et y résidant, chauffeur au service de la société Shun à Goma,

condamné par jugement du

Tribunal de Résidence du Ruanda, à Kigali

~~Conseil de guerre~~

du 23 novembre 1951, devenu irrévocable le 3 décembre 1951

à cinq jours de servitude pénale subsidiaire à défaut de

payer l'amende de cinquante francs (ou) à sept jours

de contrainte par corps faute de paiement de la somme de septante cinq francs

montant des frais du procès (ou) à quatre mois de contrainte par

corps faute de verser la somme de DEUX MILLE francs montant des dommages intérêts

à la partie civile.

A Kigali, le 15 décembre 1951

L'Officier du Ministère Public,

A. VAN HOECK,

11-11-61

ST-13(2)

VI par le Tribunal de Résidence du Rwanda sont à l'Etat y siégeant en matière répressive la procédure suivie à charge du prévenu qualifié ci-dessus, pour avoir:

Voici les autres circonstances de temps et de lieu par défaut de pré- voyance ou de précaution, notamment par l'insouciance grave à la législation sur la police de route :

KALISA; instruction prévue et punie par les articles 52 et 53 du Code pénal, Livre II;

THE DEPARTMENT OF THE ARMY

अनुसूची

[illegible]

INTENTANT SON CHEPSEN A TITRE DE PRIX DE TRANSPORT!

COMMUNITY DEVELOPMENT

IS DIRECTED BY

• • • • •

.../...exagérée;qu'égalent le rapport d'expertise du garagiste BOURDOUX affirme que l'accident ne peut être imputé à aucune cause mécanique mais exclusivement à la vitesse imprimée,d'une façon excessive,au camion par le chauffeur;

ATTENDU que dans ces conditions il n'existe aucun doute que KAROMBA s'est rendu coupable de transport d'une personne sans autorisation écrite et préalable de son maître infraction prévue et punie par les articles 1 et 2 de l'ordonnance du Ruanda Urundi n°19/Just du 22 mars 1945;d'avoir conduit à une vitesse exagérée,fait prévu et puni par les articles 19,1° et 61,1° de l'ordonnance 62/158 du 12 mars 1949 rendue exécutoire au Ruanda Urundi par l'ordonnance n°62/135 du 27 septembre 1949 et d'homicide involontaire,infraction prévue et punie par les articles 52 et 53 du Code Pénal,Livre II;

ATTENDU qu'il importe de ne prononcer qu'une peine unique,celle prévue par l'article 53 du Code Pénal,Livre II,pour la seconde et la troisième infraction et ce en vertu du prescrit de l'article 20,1° du Code Pénal,Livre I(concours idéal)

ATTENDU quant au taux de cette peine qu'il y a lieu de tenir compte en faveur du prévenu de la circonstance qu'il n'a pas encore eu d'accident de roulage quoiqu'il exerce le métier de chauffeur depuis plusieurs années;

ATTENDU quant aux dommages intérêts que la Société Shun n'est pas civilement responsable de la mort de la victime KALISA;qu'en effet ce passager clandestin est monté sur le camion sachant que le chauffeur KAROMBA en l'autorisant à prendre place sur le véhicule agissait pour son compte personnel et en violation des instructions de son employeur;qu'en conséquence la victime a accepté un risque qui en cas de dommage ne lui donne qu'une action civile contre le seul préposé; que dans ces conditions,il importe de condamner le prévenu à des dommages intérêts d'un montant de 2000 francs à payer entre les mains de RWANYANGU résidant à Ruhondo,chaufferie Kasuzinsi,père et héritier coutumier de la victime(voir Tribunal de Ire Instance siégeant au degré d'appel à Muebura le 19 mai 1950,Journal des Tribunaux d'Outre Mer,1951,pages II0 et III);

PAR CES MOTIFS

VU les articles 5-7-8-9-10-II-12-13-15-16-17-20,1° du Code Pénal,L.I;

VU les articles 52 et 53 du Code Pénal,Livre II;

VU les articles 1 et 2 de l'ordonnance du Ruanda Urundi n°19/Just du 22 mars 1945;

VU les articles 19,1° et 61,1° de l'ordonnance 62/158 du 12 mars 1949 rendue exécutoire au Ruanda Urundi par l'ordonnance n°62/135 du 27 septembre 1949;

VU le décret du 11 juillet 1930 formant avec les décrets modificatifs le Code de Procédure Pénale;le décret du 30 janvier 1940 formant le Code Pénal de la Colonie rendu exécutoire au Ruanda Urundi par ordonnance du 13 mai 1940;le décret du 5 juillet 1948 sur la réorganisation judiciaire au Ruanda Urundi;

STATUANT CONTRADICTOIREMENT

DECLARE l'infraction telle que libellée à la première prévention établie dans le chef du prévenu KAROMBA et en conséquence le condamne de ce chef à QUINZE JOURS de servitude pénale;

DECLARE les infractions telles quelibellées aux deuxième et troisième prévention établies dans le chef du prévenu KAROMBA et en conséquence le condamne de ces chefs à une peine unique de DIX MOIS de servitude pénale et à CINQUANTE FRANCS d'amende,vu que ces infractions sont en concours idéal;

FIXE à CINQ JOURS la durée de la servitude pénale subsidiaire à subir en cas de non paiement dans le délai légal;

PRONONCE le cumul de ces peines,soit le condamne à une peine de DIX MOIS et QUINZE JOURS de servitude pénale et à CINQUANTE FRANCS d'amende ou à CINQ JOURS de servitude pénale subsidiaire à subir en cas de non paiement de cette amende dans le délai légal;

LE CONDAMNE en outre aux frais de l'instance taxés en totalité à la somme de NEUF CENT SOIXANTE ET UN FRANCS,somme réduite d'office à SEPTANTE CINQ FRANCS;

FIXE à SEPT JOURS la durée de la contrainte par corps à subir en cas de non paiement dans le délai légal;

STATUANT d'office sur les intérêts civils de la partie lésée,indigène du Ruanda Urundi:

CONDAINE KAROMBA à payer à titre de dommages intérêts au nommé RWANYANGU,la somme de DEUX MILLE FRANCS;

FIXE à QUATRE MOIS la durée de la contrainte par corps à subir en cas de non paiement dans le délai de QUATRE MOIS;

.../...

.../...AINSI jugé et prononcé à l'audience publique du 23 novembre 1900
cinquante et un à Sigali à laquelle siégeaient Messieurs:

DANIEL VAUTHIER,
ALBERT VAN ROECK,
VICTOR ROUARD,

JUGE SUPPLEANT,
OFFICIER DU MINISTERE PUBLIC,
GREFFIER,

LE GREFFIER,

LE JUGE SUPPLEANT,

V.ROUARD.

D.VAETHIER.

J.H.

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

Reg. du M.P. No 530 VII

Reg. du rôle No 128

TRIBUNAL DE RESIDENT DU RWANDA,
SEANT A KIGALI.

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de Première Instance du
Ruanda-Urundi, résident à Kigali.

En-virtu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret
du 11 juillet 1923 ;

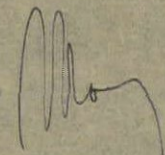
Requiert Monsieur le Gardien de la prison à Kigali
de recevoir et emprisonner le nommé KARONDA; congolais; préqualifié,
détenu à la prison de Kigali;

condamné par jugement du Tribunal de Résidence du Rwanda à Kigali,
en date du 23 Novembre 1951 devenu irrévocable le 3 Décembre 1951.
à DIX MOIS ET QUINZE JOURS de servitude pénale, principale
et 50 francs d'amende;

Kigali, le 23 Novembre 1951.

L'Officier du ministère Public,

A. VAN HOECK.



PARQUET DU RUANDA
KIGALI.

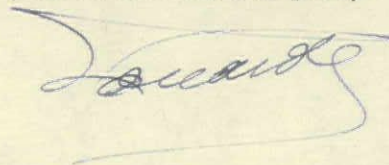
AVIS DE FIXATION AU GARDIEN DE LA PRISON DE KIGALI.
=====

Le dossier R.M.P. N° 1930/04

en cause de 1) *WARAHWA*
2)
3)
4)
5)

détenus préventivement, a été envoyé en fixation devant le Tribunal de *Résidence*
du RUANDA

Kigali, le 19-11- 1951.
Le Secrétaire du Parquet,



Non-indigènes et indigènes

R. M. P.



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

suppléant
Le Juge du Tribunal de { Résidence de Ruanda, résidant à Kigali
~~Roubaix de (1)~~

Vu les pièces de l'instruction à charge de KARAMBA, munyarwanda, préqualifié, détenu à la prison de Kigali
prévenu de homicide involontaire (art. 52-53 du C.P.L.II)

Vu l'ordonnance en date du 28 juin 1951
autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé ~~ex son défenseur~~ Mr. ~~agréé par~~
DOCS (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 10 octobre 1951 ;
et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Kigali le 9 novembre 1951

suppléant
Le Juge du Tribunal de { Résidence de Ruanda, à Kigali
~~Police de (1)~~

D. VAUTHIER,

- (1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.
- (2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;
- (3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.
- (4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Suppléant
Le Juge du Tribunal de

Résidence de Ruanda, résident à Kigali
~~Police de (1)~~

Vu les pièces de l'instruction à charge de M. RUCI BA, rwandais, préqualifié, détenu
à la prison de Kigali
prévenu de homicide involontaire (art. 52-53 C.I.L.II)

Vu l'ordonnance en date du 29 juin 1951
autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé ~~et son défenseur M~~ agréé par
~~nous (2)~~

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 10 septembre 1951 ;
et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté
provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Kigali le 10 octobre 1951

suppléant
Le Juge du Tribunal de
D. VAUTHIER

Résidence de Ruanda, à Kigali
~~Police de (1)~~

D. Vauthier

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Suppléant
Le Juge du Tribunal de

Résidence de Ruanda, résidant à Kigali

~~Ruanda~~

Vu les pièces de l'instruction à charge de KAROMBA, préqualifié, détenu à la prison de Kigali,

prévenu de Homicide involontaire, infraction prévue et punie par les art. 52-53 C.P.L.II.-

Vu l'ordonnance en date du 28 juin 1951
autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé ~~et son conseil~~

~~agré par~~

~~XXXXXX(2)~~

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du II août 1951
~~12 juillet 1951~~ ;

et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Kigali

le 10 septembre 1951

Suppléant

Le Juge du Tribunal de

Résidence de Ruanda,

~~Ruanda~~

D. VAUTHIER;

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

Suppléant

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de

Résidence de Ruanda, résidant à Kigali~~Police de (1)~~Vu les pièces de l'instruction à charge de KAROMBA, préqualifié, détenu à la prison de Kigali,prévenu de Homicide involontaire, infraction prévue et punie par les articles 52-53 C.P.L.II.-Vu l'ordonnance en date du 28 juin 1951.-

autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé ~~et son défenseur~~ M~~agréé par~~~~nous~~ (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 12 juillet 1951 ;

et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Kigali le 11 août 1951.-

Suppléant

Le Juge du Tribunal de

P. VAUTHIER,Résidence de Ruanda~~Police de~~

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de

{

Résidence de

Police de (1)

Vu les pièces de l'instruction à charge de

prévenu de

Vu l'ordonnance en date du

autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M.

agréé par

nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du ;

et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à le

Le Juge du Tribunal de

{

Résidence de

Police de

J. Vanthier

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

ORDONNANCE DE MISE EN DÉTENTION

L'an mil neuf cent le jour du
mois de

Par devant Nous Juge de Tribunal de Résidence de
Juge de Tribunal de Police de a comparu le nommé
..... la prison de

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence de
..... a exposé qu'une instruction du chef de
.....

était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité que le fait paraît
constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de
que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement
réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose.

L'an mil neuf cent cinquante le jour du
mois de

Nous Juge du Tribunal de Résidence de
Juge de Police de

Attendu que le nommé
est prévenu de
et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de

Attendu que l'infraction est punissable de
qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impé-
rieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

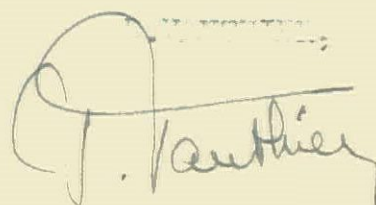
Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.

Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.

Ordonnons que le nommé
soit conduit et détenu à la prison de

Notifié au prévenu le 195 ...

Le Juge.



Signalement :

Taille.....
 Cheveux.....
 Sourcils.....
 Yeux.....
 Front.....
 Nez.....
 Bouche.....
 Menton.....
 Barbe.....
 Figure.....
 Signes particuliers :.....

MANDAT D'ARRET

(Décret du 11 juillet 1923).

PRO JUSTITIA

(Tribunal

Nous, Officier du Ministère public près le

de

(Conseil de guerre

Première Instance du Ruanda-Rundi, siégeant à Kigali.-

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de

KAROLINA, congolais, de race Nkaga, fils de Kamwa (ev) et de
Bapfakurera (ded), originaire de la colline Gasiza, chefferie
Gahamba, territoire de Rutahama, et y résidant, chauffeur au service
de la Société Shum à Goma;

prévenu de homicide involontaire;

infraction prévue par les articles 52 et 53 C.P.I.I.-

Attendu que (1) le prévenu est indigène du Congo Belge;

Les faits sont graves;

il y a lieu de craindre sa fuite;

Vu l'article 32 du décret du 11 juillet 1923 :

Mandons et ordonnons que le susdit KAROLINA,

soit arrêté et conduit à la maison centrale de Kigali.-

Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé de
 prêter main-forte pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat.

Fait à Kigali, le 23 Juin 1924. 194

L'Officier du Ministère Public.

A. KAROLINA.-

(1) Indiquer les circonstances et indices graves qui justifient le mandat d'arrêt.

(2) Indiquer le lieu de détention.

A V I S D E T R A N S F E R T.
=====

Nous soussigné, ~~xxxxxxxx~~ Naegels, J.M.E. Gardien de Prison à Kisenyi.
Rendons Monsieur le Gardien de la Prison de ~~Kisenyi~~ Kigali,
de vouloir bien incarcérer le Nommé. *KARONBO*.....

Prévenu de *Homicide involontaire*.....

Infraction prévue par les Art.....

mis en détention préventive depuis le *1^{er} Juin*.....

suivant pièces dont copies ci jointes.....

.....

Kisenyi, le *22* Juin 1951,

Le Gardien de Prison, Naegels.

Escorte *Salt 2^e cl.*.....

Mukosari et Musikuwa

[Signature]

Témoins.....

.....
Prière de nous retourner un
exemplaire signé pour réception.

A V I S D E T R A N S F E R T.

Nous soussigné, ~~Maximilien~~ Naegels, J.M.E. Gardien de Prison à Kisenyi,
mandons Monsieur le Gardien de la Prison de Kisenyi Kigali,
de vouloir bien incarcérer le Nommé. KARONBO.....

.....
.....
.....
Prévenu de Homicide involontaire.....

.....
Infraction prévue par les Art.....
.....

mis en détention préventive depuis le 1^{er} Juin 1951.....
.....

suivant pièces dont copies ci jointes.....
;
.....

Kisenyi, le 2^e Juin 1951,

Le Gardien de Prison, Naegels.

Escorte. Soldat 2^e Cl.

Mukosai et Musekurwa
.....
.....

Témoins.....
.....

Prière de nous retourner un
exemplaire signé pour réception.

PRO-JUSTITIA.

PROCÈS-VERBAL D'ARRESTATION.

L'an mil neuf cent cinquante et un, le premier
jour du mois de juin
Nous, Naegels J.-P.-E.
en Territoire de Kisumu, Officier de Police Judiciaire à compétence
Générale
Avons, en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale,
saisi le nommé KAROTBO, fils de Kamuma
et de Baffakurera, originaire du Territoire de Rutshuru
chefferie Gakumbi, sous-chefferie Rugumalo
colline Gasiza, résidant à Gasiza
inculpé de Homicide involontaire et attendu que l'infraction commise par cet
indigène est punissable de - (1) plus de deux mois-(2) au moins six mois de servitude pénale et-(1) qu'elle est fla-
grante ou réputée telle - (2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité, nous l'avons fait conduire

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'officier de Police Judiciaire,



(1) (2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 km. du lieu où se trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou de réprimer l'infraction.

Nº R. E. / *re 200*

R. M. P. N° 15-80/1.4

FICHE DU DÉTENU : KALOMBO

Originaire de la chefferie

Territoire

Résidence ou district

Condamné le

23-12-1957, par T. R. R.

par T. R. R.

à 10 mois + 15 jrs SPP + 10 frs au an 5 fr SPS. 15 fr pour 15 jrs
2000 \$ D.T. au 4 mois epe.
du chef de l'homme et involontaire.

Renseignements divers :

(moralité — amendement — situation familiale)

Tournez s'il vous plaît

PUNITIIONS

Dates	Motif	Peine
18. 10. 57	Désordre à la prison	8 frs de cachot
29. 11. 51	En possession d'une lettre écrite sans autorisation	4 coups fouet.